

REPUBLIQUE FRANCAISE  
**DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE**  
ARRONDISSEMENT D'ISTRES  
COMMUNE DU ROVE

N° A 2022-97

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES ARRETES DU MAIRE**

**Objet : Pose et dépose de poteaux pour ORANGE – RD 568 et CARRAIRADE**  
**Occupation du domaine public – CIRCET– le ROVE-**

- Vu la loi n°82.623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, précisant les conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article 2213 et suivants,
- Vu le Code de la Route, notamment les articles L 325-1 et suivants et les textes pris pour leur application,
- Vu la demande formulée par le requérant, la société **CIRCET, M. TROUGNOU, le 07/12/2022.**

-**Considérant** la nature des travaux à réaliser par la société **CIRCET** consistant à effectuer la dépose de poteaux orange et leurs remplacements avec raccordement de câbles, RD 568 et boulevard de la CARRAIRADE,

-**Considérant** qu'il est nécessaire de prendre des mesures réglementant le stationnement du matériel et des véhicules aux abords du chantier, à compter du 19/12/2022 pour une durée de 15 jours.

**ARRETONS**

**Article 1er.**

Autorisons la société CIRCET à effectuer les travaux et à occuper le domaine public en bordure de RD568 et boulevard de la CARRAIRADE, **à partir du 19/12/2022.**

**Article 2.**

La signalisation nécessaire sera mise en place par la société en amont du dispositif, de manière à prévenir les usagers de la route des obstacles.

Un balisage devra être implanté à proximité du chantier de manière à matérialiser sa présence.

Une circulation alternée pourra être mise en place par la société.

**Article 3.**

Le stationnement, à proximité du chantier, est interdit pendant toute la durée des travaux.

**Article 4.**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires et habituelles, seront constatées par procès-verbaux.

**Article 5.**

Tous les véhicules en stationnement irrégulier et gênant le passage seront mis en fourrière.

**Article 6.**

Toute personne lésée peut demander au représentant de l'Etat dans le Département de déférer au Tribunal Administratif l'acte administratif qu'il estime contraire à la légalité dans les deux mois suivant sa transmission.

**Article 7**

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Carry-le-Rouet, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le chef de Service de police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Rove, le 08/12/2022

Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
Chevalier de la Légion d'Honneur

